

Propos d'étape dans la construction d'une approche éthique et politique des activités économiques

Vers une société comprise et construite sur les principes de dignité, responsabilité, citoyenneté, loyauté.

La raison d'être de PEKEA¹ est de construire une approche des activités économiques, de l'économie, qui soit l'analyse d'un **ensemble de relations entre des personnes**, des acteurs individuels, des groupes, des collectifs insérés dans des histoires propres et tirant leurs ressources de territoires aux caractéristiques naturelles spécifiques. Cette approche est radicalement différente de celle qui aborde les activités économiques, l'économie, comme la théorie d'un **ensemble de relations entre des choses**.

Une approche standard simple mais sans emprise sur le monde réel

L'approche standard de l'économie se fait en termes de circuit : elle est centrée sur la circulation d'objets échangés contre des équivalents ou de la monnaie et cherche à connaître les « lois » universelles de la plus grande fluidité possible qui assure harmonie et équilibre ; ses tenants proposent en général des recettes pour observer ces lois. Cette approche a conduit à des développements théoriques favorisant la compréhension de certains phénomènes et continue d'être utile à bien des égards. Elle s'est sophistiquée, et la scientificité des outils employés a contribué à lui donner une place grandissante dans les réflexions et les politiques sur les activités économiques. Cette pensée en termes de circulation – qu'elle soit microéconomique ou macroéconomique – est devenue omniprésente. Joseph Stiglitz parle de « **fondamentalisme marchand** ». Cette focalisation exclusive concerne aussi bien les théories que les pratiques et paraît la bonne manière de voir les choses, la sagesse conventionnelle – « **conventional wisdom** » – selon le terme forgé par John K. Galbraith. En effet, cette approche théorique convient à l'objectif d'enrichissement communément partagé tant par les nations, les Etats, que par les individus, les groupes, car elle a rencontré une volonté pratique qui s'en accommode. Cette préoccupation tend à prendre le dessus, peu à peu et de manière générale, sur toute autre considération concernant la vie en société.

En cohérence avec les outils d'analyse employés, les tenants de ce courant conçoivent la société comme une collection d'individus dont le rôle en tant qu'acteurs, est minimisé. Leur sens des valeurs – **l'éthique** – qui les motive, en est réduit, pour les besoins de l'analyse, au désir individuel et égoïste du plus grand profit monétaire : c'est l'homo oeconomicus. Les interactions individuelles sont médiatisées uniquement par des échanges marchands (directement ou reconstruits comme tels), dans une perspective où priment la concurrence et l'élimination de ses défaillances afin d'éviter que certains en viennent à exercer des pouvoirs

¹ PEKEA, ONG à statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC des Nations Unies, a constitué un réseau de plus d'un millier de membres, dont plus de 800 enseignants et chercheurs de sciences humaines et sociales (la moitié environ en économie politique) d'une soixantaine de pays (la moitié environ en France où se trouve enregistrée l'association PEKEA de type loi 1901). On peut retrouver toute information et les textes préparés pour les colloques sur le site internet <http://www.pekea.org>.

qui entraveraient la fluidité de la circulation. Il faut donc évacuer ces pouvoirs c'est-à-dire évacuer **le politique**. La théorie envisage seulement la possibilité d'annoncer ou d'observer un prix et de payer ou d'encaisser. Le monde devient simple et il paraît facile de l'amener à l'équilibre et à l'harmonie, sous réserve de passer sous silence les questions d'éthique et d'éliminer les phénomènes de pouvoir.

PEKEA considère que les savoirs conçus exclusivement sur cette réduction de l'analyse ne sont pas pertinents. Nous souhaitons² développer des analyses fondées sur une autre axiomatique, celle qui intègre **une approche éthique et politique des activités économiques** concrètes. Ces termes sont repris par le sigle PEKEA (en anglais : a Political and Ethical Knowledge in Economic Activities). Cette perspective différente constitue *une dissidence radicale* car elle abandonne la base axiomatique étroite du courant économique standard. Au lieu de se centrer sur la circulation des choses, nous suggérons de focaliser l'analyse sur les activités des personnes et leurs interactions qui baignent dans des collectifs organisés, insérés dans une histoire et implantés sur des territoires disposant de caractéristiques naturelles spécifiques. Un corollaire évident de cette dissidence, par rapport à l'approche standard, c'est que le projet fait appel aux personnes formées dans toutes les sciences humaines et sociales, ainsi qu'à celles détenant des compétences « de terrain », et ne peut se contenter des seuls experts de la « science économique ».

Si on abandonne le filtre de la pensée économique standard, le monde réel apparaît, et il est tout autre que celui du modèle théorique. Il devient clair qu'il évolue par des actions engagées selon des motivations complexes et des régularités changeantes, et que les circulations comme les différentes composantes des activités économiques sont totalement immergées dans des relations sociétales. Les individus n'apparaissent pas auto-construits et auto-référents, mais se présentent comme le fruit du fonctionnement de leurs familles et de sociétés qui utilisent des langues, des codes de toutes sortes dont il leur faut s'accommoder. Ces sociétés sont implantées sur des territoires où leurs membres s'organisent, en groupes, en groupes de groupes, interagissent fortement, coopèrent au moins tout autant qu'ils sont rivaux, mettent en œuvre des stratégies et des politiques, tout en puisant dans la Nature.

Les caractéristiques fortes de l'économie réelle apparaissent, pour la plupart, inexplicables avec les outils d'interprétation de la pensée dominante construit pour un monde abstrait. Ainsi, les questions de pouvoir sont au cœur du monde réel. A l'échelon des nations le terme de grande puissance est depuis bien longtemps qualifié d'économique et l'on sait que les nations du G7 s'efforcent de gouverner le monde économique. A Davos, chaque année les chefs d'Etat et les chefs des très grandes entreprises multinationales discutent et organisent l'avenir du monde. Les Etats sont puissants et leurs dépenses publiques représentent dans les pays industriels entre le tiers et la moitié environ du PNB. Les grandes firmes décident ce qu'il faut inventer et produire et font les dépenses de publicité nécessaires pour convaincre les consommateurs que leurs décisions sont bonnes, les PME suivent tant bien que mal ou anticipent parfois avec succès. Des automobiles aux médicaments en passant par les téléphones portables et les microordinateurs, des oligopoles mondiaux sont en rivalité stratégique ; dans certains secteurs, les interventions publiques peuvent être fortes comme dans l'aéronautique civile, les équipements ferroviaires ou l'armement, mêlant rivalités des firmes et des nations.

² Décision collective prise lors du colloque de lancement qui s'est déroulé en septembre 2002 à Santiago du Chili.

Les motivations ne sont pas réduites à l'appât du gain, même s'il existe bien ; nombre d'ingénieurs et d'industriels sont mus par la curiosité scientifique, l'esprit d'équipe et le souci d'améliorer le sort de leurs semblables, les relations familiales et amicales sont guidées pour l'essentiel par d'autres considérations que le profit monétaire, nombre de coopérations ont fait céder l'esprit de compétition et l'économie sociale et solidaire montre partout dans le monde un dynamisme fort. Des coopératives aux mutuelles, du commerce équitable aux actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale, le monde économique réel est façonné par autre chose également qu'une éthique réduite à celle de l'homo oeconomicus à la recherche de son enrichissement monétaire.

Bref, la distance est démesurée entre d'une part le modèle du monde que décrit le discours fondé sur l'axiomatique dominante et d'autre part le monde réel, passé, présent et futur. Un monde futur dont on ne sait pas vraiment ce qu'il sera mais sur lequel pèsent à l'évidence de lourdes menaces. Ces menaces viennent pour partie de ce que le discours centré sur la circulation des marchandises, et qui domine depuis des décennies, n'ayant pas permis d'appréhender ce monde tel qu'il est, n'a pu offrir, par conséquent, les moyens de guider des actions qui tendraient à le faire évoluer dans une direction souhaitée. Il y a une déception forte : malgré deux siècles de croissance mondiale, la pauvreté économique, loin de reculer de manière suffisante, non seulement reste massive dans les pays pauvres, mais est aussi rampante dans les pays riches et partout les inégalités économiques s'aggravent, tandis que la planète n'en peut plus. Des éruptions de violence sociale, sporadiques mais alarmantes, des accidents environnementaux localisés mais avec des craintes d'une évolution catastrophique, inquiètent sur le devenir des populations et de la Nature.

Ce type de constat concernant les insuffisances des outils d'analyse disponibles n'est pas nouveau, mais les aménagements proposés jusqu'ici par divers courants de pensée ou par les Nations Unies n'ont pas offert une approche d'ensemble cohérente. Le chantier reste à ouvrir, car l'urgence est claire. Nous avons besoin d'une approche qui ait cette cohérence attendue, une approche scientifique qui appréhende le monde tel qu'il est, et non pas tel que théorisé par une axiomatique réductrice. C'est indispensable pour penser des stratégies qui puissent de manière effective concevoir et mettre en œuvre un cheminement différent de ce monde pour le futur.

Afin de préciser et d'étayer les orientations de cette approche éthique et politique nous avons organisé une série de colloques avec l'objectif de défricher progressivement les caractéristiques essentielles qui fondent une « bonne société ». Nous partageons en effet un souci, que le discours dominant affiche aussi bien souvent : réduire les inégalités et éradiquer la pauvreté économique, faire disparaître le chômage et la précarité, offrir à tous des conditions de vie satisfaisantes et épanouissantes et le moyen de décider de son sort démocratiquement. Notre différence tient à la manière de rechercher des solutions, nous pensons qu'il nous faut d'autres principes pour lire et construire le monde que ceux du modèle standard et qu'il y a lieu d'élaborer les connaissances nécessaires pour nous en doter, en commençant par des blocs fondamentaux. Nous en avons repéré³ quatre et nous nous sommes donné quatre ans pour organiser une large discussion collective au cours d'autant de colloques mondiaux. A la fin de cette étape nous disposons donc de principes d'action pour lire et construire notre monde, que nous allons présenter ci-après. Leur exposition plus

³ Après le lancement du projet pour préparer sa première étape.

complète⁴ permettra de procéder au lancement de programmes de recherche sur les questions essentielles de nos activités économiques avec des termes de référence qui prennent en compte ces principes. Nous attendons donc de ces principes qu'ils permettent d'articuler des recherches d'une manière différente. Ces recherches pourront aussi s'appuyer sur des éléments d'analyse puisés dans des travaux antérieurs que l'axiomatique standard n'avait pas validés.

Des principes pour lire et construire notre monde

Le premier bloc de connaissance envisagé⁵ a été celui qui fonde la société (et qui est aussi au cœur des théories de l'économie) : **qu'est ce qui fait valeur ?** Qu'est-ce qui est important ? Si l'on est d'accord pour laisser bien souvent les acteurs se confronter sur des marchés qui vont dire ce qui se vend et à quel prix, il n'est pas question pour autant de laisser dire à ces marchés ce qui compte vraiment pour la société. La question est alors celle de la valeur sociétale. Qu'est ce qui fait valeur pour la société ? Dans cette recherche, nous avons rencontré le triptyque de la Révolution française de 1848 « Liberté – égalité – fraternité » qui résonnait de manière éclairante. La Liberté, le libéralisme : n'avons-nous pas là les deux moteurs qui ont promu l'essor des économies et la croissance passée ? Mais la durabilité de cette évolution est questionnée et ces moteurs peuvent paraître, en raison de leurs excès, comme responsables d'inégalités de plus en plus inacceptables et qui perdurent. Le culte de l'égalité et les expériences, ou plutôt les espérances, d'égalitarisme dans les pays dits du socialisme réel, à l'autre extrémité du spectre en quelque sorte, ont fait fi des libertés individuelles. Ces espérances se sont alors évanouies, emportées par la lutte pour ces libertés, dont la chute du mur de Berlin forme une belle image. Les cultes de la liberté et de l'égalité paraissent ainsi s'exclure réciproquement dans notre histoire humaine récente. Il venait alors à l'esprit combien le troisième terme, la fraternité, ici et là, avait sombré dans l'oubli des pratiques, alors qu'il est une sorte de principe dont le respect est indispensable pour que les deux autres termes puissent cohabiter sans que l'un annihile l'autre. Aller un peu plus loin que l'énoncé français peut être guidé par le préambule de la constitution indienne inspirée de la révolution française, certes, mais aussi de l'esprit de Gandhi. Dans ce préambule, le respect du triptyque apparaît comme devant permettre que soit accordée à chacun la même dignité. De fait la fraternité dit l'appartenance à une même société – à l'humanité- sans que l'individu y ait à faire un choix. Nous ne choisissons ni de qui, ni où nous naissons, et nous ne choisissons donc pas non plus qui sont nos frères et sœurs en famille ou en humanité. Mais nous devons les reconnaître pour tels avec nos différences ; c'est le principe du respect de la *dignité* de chacune et de chacun qui leur accorde leur valeur et fonde la bonne société.

Nous avons ensuite⁶ débattu du devenir de nos sociétés qu'une éthique de la conviction nous conduit à les vouloir fondées sur la dignité. Y aurait-il quelque déterminisme inéluctable de leurs évolutions ou bien serait-il possible de considérer qu'une fois membres de cette humanité digne, il nous serait envisageable, non pas de dire de ce qui nous mène : « c'est la loi de la mondialisation », mais de tenir pour souhaitable d'avoir en perspective des

⁴ Une synthèse plus élaborée est par ailleurs en cours de préparation sous la houlette de Jean-Louis Perrault et nous pensons organiser à l'automne 2008 un colloque qui pourra dessiner en tenant compte de ces principes, les priorités et les termes de référence spécifiques pour un certain nombre de questions essentielles. Il nous faut aussi convaincre des financeurs de soutenir ces programmes.

⁵ Colloque de Rennes en décembre 2003.

⁶ Colloque de Bangkok en novembre 2004.

avancées en termes de valeur sociétale? Ce deuxième bloc nous a amenés à nous interroger sur **notre futur commun**. C'était le titre du rapport Bruntland (1987). Mais nos réflexions ne nous ont pas entraînés vers des discussions centrées sur les concepts de développement ou de développement durable. Nous avons pris conscience que nous pouvions et que nous devons construire notre futur commun avec le plus grand respect de la dignité de chacun. Pour que cela soit possible, il est apparu indispensable que chacun d'entre nous, individuellement et dans tous nos groupes, entreprises, territoires, nous acceptions une exigence de **responsabilité**. C'est de notre responsabilité de construire un futur commun, une responsabilité des individus et des groupes vis-à-vis des autres individus, des autres groupes, vis-à-vis des générations présentes et des générations futures, vis-à-vis de la Nature. Nous avons bien pris conscience de l'écart considérable entre notre énoncé et le monde tel qu'il est, tel qu'il fonctionne et sur lequel est forte l'influence de la pensée dominante. Pourtant cette aspiration à la dignité de tout être humain et à l'exigence de responsabilité que nous pensons avoir décelée dans une éthique commune nous paraît partagée par une proportion importante des populations : il y a bien une éthique de responsabilité de construire ensemble une société humaine fondée sur la dignité. Cette éthique doit être affirmée et guider nos analyses et nos actions.

Le bloc suivant nous a fait aborder⁷ le deuxième terme de notre approche, le politique. Cela concerne la manière d'être ensemble et de prendre les décisions qui nous mettent en mouvement, collectivement et individuellement. Comment les motivations de respect de la dignité et de reconnaissance de responsabilité peuvent-elles se traduire dans des dispositifs organisant les actes de l'humanité en marche ? Là encore nous partageons avec une grande partie des populations –et même avec la sagesse commune - un idéal d'organisation appelé démocratie. Toutefois le regard porté sur le monde concret qui nous entoure conduit à s'interroger : faut-il nommer ce monde **démocratie ou écocratie** ? La question des rapports entre économie et démocratie, cette dernière étant entendue comme le fait que les décisions sont prises par le peuple, se pose aujourd'hui d'une manière cruciale. On ressent en effet fortement la pression planétaire d'une norme économique rentière et spéculative considérée comme inéluctable et vis-à-vis de laquelle les peuples n'auraient qu'à s'adapter comme face aux lois de la nature. Pour contrecarrer la tendance à la démesure du pouvoir de l'économie, il convient de réhabiliter le politique. Ceci signifie que les prises de décision se fassent sous le contrôle des populations concernées, ce qui sera garanti par la mise en place de processus permettant l'implication de chacun avec sa dignité et sa responsabilité. Nous avons convenu qu'il faut s'attacher au respect de ce qui s'appelle la **citoyenneté**, certes avec des formes et des processus variés qui se constituent de manière adaptée selon les échelons et les lieux. Cela mêle différentes formes d'exercice de la démocratie qui sont complémentaires mais qui doivent assurer l'existence d'un espace public de délibération. Là, les citoyens s'impliquent, s'engagent, participent aux choix qui vont mettre en mouvement leur groupe, leur société, l'humanité. Les dénominations varient, mais il faudra faire vivre dans cet esprit la démocratie participative dans les entreprises, la démocratie délibérative au niveau local, revitaliser la démocratie représentative dans les niveaux intermédiaires et nationaux, développer la démocratie d'opinion à l'échelon international...

⁷ Colloque de Rennes en décembre 2005.

Ce faisant, on se dirige vers le quatrième bloc sur lequel nous avons débattu⁸ : comment prendre des décisions, comment articuler les pouvoirs **individuel et collectif** ? Comment les comprendre pour qu'individu et société, société et individu aillent de pair ? La référence à la citoyenneté se poursuit souvent par celle qui renvoie aux droits individuels, droits revendiqués auprès d'un collectif qui serait tout puissant pour les accorder. Mais la « bonne société » ne peut voir le jour si les citoyens ne songent qu'à leurs droits individuels, en perdant toute attention pour l'avenir de leur communauté, de la démocratie et du monde. On ne peut accepter que l'individu oublie la société pour devenir l'individu-roi, celui qui semble le flambeau de la réussite économique, de la croissance et de la compétitivité. On ne peut certes pas pour autant supporter qu'il doive se soumettre au communautarisme ou à d'autres formes de coercitions que l'humanité a multipliées dans le monde hiérarchisé au cours de sa longue histoire. Il y a lieu de respecter les identités collectives et les contraintes qui leur sont inhérentes, sans leur sacrifier les identités individuelles, de telle sorte que la dignité et la responsabilité des citoyens soient les moteurs de la dynamique d'une bonne société. Ceci passe par une approche juridique qui affirme non seulement les droits des individus mais aussi leurs devoirs. On peut faire reposer sur la confiance réciproque le ciment qui permette de maintenir ensemble individus et société ; cela suffit-il pour limiter tant les aspirations potentiellement sans limites des individus que la volonté de contrôle du collectif ? Il est apparu à la plupart d'entre nous qu'il faut y ajouter l'adhésion volontaire à quelques règles communes. Ces règles à respecter concernent l'exigence de *loyauté* de l'individu vis-à-vis du collectif et réciproquement. Il y a lieu d'accepter une loi commune – préalablement délibérée démocratiquement entre les citoyens- et de la respecter. L'individu est un citoyen impliqué pour l'élaboration collective d'une loi qui lui donne des droits ; ces droits lui sont garantis par la collectivité ; toutefois il ne faut pas s'arrêter là, l'individu doit s'engager, il a non seulement des droits, mais également des devoirs liés au respect par lui-même et par tous, de cette loi commune. Il s'agit de se comporter, individuellement et collectivement, de manière loyale et, en particulier, dans les activités économiques. Cette loyauté doit permettre l'épanouissement individuel dans la dignité et la responsabilité tout en limitant les aspirations individuelles pour qu'elles s'inscrivent dans la constitution d'une « bonne société » : celle qui assure la réalisation du bien-être collectif selon un processus démocratique citoyen.

Cette bonne société ne saurait être bâtie sans les quatre principes qui viennent d'être présentés : dignité, responsabilité, citoyenneté et loyauté ; ils constituent les axiomes sur lesquelles doivent s'élaborer les analyses du fonctionnement du monde réel, la conceptualisation et la définition des politiques à mener pour le rapprocher de cet idéal de bonne société. L'ambition du projet PEKEA ne peut trouver de concrétisation que par la mobilisation du plus grand nombre. Il nous faut faire partager très largement *cette manière différente* de regarder le monde, de l'analyser. Dans ce but, il nous faudra nouer des collaborations, en particulier avec des gouvernements et des décideurs locaux, qui sont au cœur des contradictions du système actuel, mais qui, de ce fait, sont aussi à même de travailler à leur dépassement.

⁸ Colloque de Dakar en décembre 2006.

P E K E A

Approche	Blocs fondamentaux	Principes	d'action
Ethique	Valeur sociétale Futur commun	Dignité Responsabilité	motifs
Politique	Démocratie ou écocratie Individuel et Collectif	Citoyenneté Loyauté	dispositifs